

ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

République slovaque

Evaluation de l'OEPC

Les 5 et 6 décembre, l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a procédé à son examen de la politique commerciale de la République slovaque. On trouvera ci-joint le texte des conclusions du Président, résumant les points essentiels qui se sont dégagés des deux jours de débat.

L'examen permet à l'OEPC d'évaluer collectivement, de manière régulière, toute la gamme des politiques et pratiques commerciales de chacun des pays Membres de l'OMC en vue de suivre les tendances et faits nouveaux importants qui peuvent avoir une incidence sur le système de commerce mondial.

L'examen s'appuie sur deux rapports établis, l'un par le Secrétariat de l'OMC, l'autre par le gouvernement intéressé, qui portent sur tous les aspects de la politique commerciale du pays, y compris les lois et réglementations nationales, le cadre institutionnel, les accords bilatéraux et régionaux et les autres accords préférentiels, les besoins généraux de l'économie et l'environnement extérieur.

Un compte rendu des débats et les conclusions exposées par le Président formeront avec ces deux rapports l'examen complet de la politique commerciale de la République slovaque, qui sera publié en temps voulu et pourra être obtenu auprès du Secrétariat de l'OMC, Centre William Rappard, 154 rue de Lausanne, 1211 Genève 21.

Depuis décembre 1989, le GATT a examiné la politique commerciale des pays ou groupes de pays suivants: Afrique du Sud (1993), Argentine (1992), Australie (1989 et 1994), Autriche (1992), Bangladesh (1992), Bolivie (1993), Brésil (1992), Cameroun (1995), Canada (1990, 1992 et 1994), Chili (1991), Colombie (1990), Communautés européennes (1991, 1993 et 1995), Corée, Rép. de (1992), Costa Rica (1995), Côte d'Ivoire (1995), Egypte (1992), Etats-Unis (1989, 1992 et 1994), Finlande (1992), Ghana (1992), Hong Kong (1990 et 1994), Hongrie (1991), Inde (1993), Indonésie (1991 et 1994), Islande (1994), Israël (1994), Japon (1990, 1992 et 1995), Kenya (1993), Macao (1994), Malaisie (1993), Maroc (1989), Mexique (1993), Nigéria (1991), Norvège (1991), Nouvelle-Zélande (1990), Ouganda (1995), Pakistan (1995), Pérou (1994), Philippines (1993), Pologne (1993), République slovaque (1995), Roumanie (1992), Sénégal (1994), Singapour (1992), Sri Lanka (1995), Suède (1990 et 1994), Suisse (1991), Thaïlande (1991), Tunisie (1994), Turquie (1994), Uruguay (1992) et Zimbabwe (1994).

EXAMEN DE LA POLITIQUE ET DES PRATIQUES COMMERCIALES DE LA REPUBLIQUE SLOVAQUE

Remarques finales du Président de l'Organe d'examen des politiques commerciales

L'Organe d'examen des politiques commerciales a examiné pour la première fois la politique et les pratiques commerciales de la République slovaque. Les remarques suivantes, faites sous ma seule responsabilité, résument les points essentiels qui se sont dégagés de l'examen. Elles n'ont pas pour but de se substituer à l'évaluation et à l'appréciation collective de la politique et des pratiques commerciales de la République slovaque. Le débat sera relaté en détail dans un compte rendu de la réunion.

La discussion a porté sur deux grands thèmes: la transition économique; et la politique commerciale internationale.

La transition économique

Les participants ont félicité la République slovaque pour les progrès importants qu'elle avait réalisés dans son passage à une économie de marché. Un environnement macroéconomique stable avait facilité la mise en oeuvre des réformes structurelles. Le processus de réforme avait déjà commencé à se traduire par une croissance soutenue. Les comptes budgétaires s'amélioraient; la balance des opérations courantes avec l'extérieur était excédentaire et les réserves internationales se situaient à un niveau raisonnablement confortable. Par contre, les participants ont constaté que l'inflation était plus élevée que chez les partenaires de la Slovaquie même si elle semblait avoir diminué au cours des derniers mois. Par ailleurs, un système financier fonctionnant sans heurts n'avait pas encore été complètement mis en place, ce qui pouvait avoir des effets négatifs sur l'épargne. Des questions ont été posées au sujet de la contribution de la surtaxe à l'importation à la réduction du déficit budgétaire ainsi que sur les changements d'orientation qui pourraient accroître l'épargne.

Certains membres avaient l'impression que le ralentissement apparent de la privatisation, conjugué à un changement de méthode, pouvait avoir contribué à l'incertitude des investisseurs étrangers et entravé les courants d'investissement. Des membres ont demandé dans quelle mesure la privatisation, telle qu'elle était actuellement pratiquée, pouvait permettre de soustraire effectivement les entreprises à l'influence de l'Etat. Certains membres ont demandé à la Slovaquie d'expliquer pourquoi elle n'était pas satisfaite de la méthode de privatisation par coupons.

Les membres ont noté que le commerce international avait largement contribué à favoriser la concurrence en Slovaquie. A cet égard, on a demandé à la Slovaquie si elle prévoyait d'adopter des mesures de libéralisation qui iraient au-delà de ce qui avait été convenu dans le cadre du Cycle d'Uruguay. D'autres questions ont été posées concernant ce qui était prévu pour accroître l'efficacité des procédures en matière de faillite et pour libéraliser les prix qui étaient encore réglementés.

La croissance récente de la Slovaquie avait été induite en grande partie par les exportations; toutefois, des problèmes de capacité se posaient dans plusieurs secteurs et il était donc urgent d'accroître l'investissement. Des précisions ont été demandées quant aux critères à partir desquels la Banque nationale de Slovaquie approuvait les investissements étrangers directs dans les secteurs des services financiers et des télécommunications et les autres domaines essentiels pour l'infrastructure.

A SUIVRE

Les échanges de la Slovaquie avaient été réorientés en grande partie vers l'Union européenne et les autres économies de marché européennes à la suite de la désintégration du Conseil d'assistance économique mutuel (CAEM); de nouveaux accords régionaux avaient également joué un rôle dans ce processus. Des questions ont été posées au sujet du rapport entre les obligations découlant pour la Slovaquie des accords régionaux et celles qui lui incombait dans le cadre de l'OMC.

En réponse, le représentant de la Slovaquie a fait observer que l'inflation s'était ralentie en 1995 et que l'objectif pour 1996 était de 6 à 8 pour cent. Le chômage demeurait élevé, s'établissant à environ 13 pour cent. La surtaxe à l'importation avait contribué pour 1,6 pour cent aux recettes budgétaires. Dans le cadre des efforts visant à améliorer le système financier de la Slovaquie, une nouvelle loi sur les banques était en cours d'élaboration et devait entrer en vigueur en 1996. Le niveau peu élevé d'épargne s'expliquait par le niveau de vie; l'accroissement de l'épargne dépendrait de la diminution du chômage et de la croissance des revenus.

Les autorités avaient l'intention d'accélérer et d'achever le processus de privatisation dans un proche avenir, la deuxième vague devant être terminée à la fin de 1996. La privatisation par coupons avait été remplacée par la privatisation par bons; elle visait à créer un environnement concurrentiel qui entraînerait la restructuration des entreprises. Le commerce contribuait aussi largement à favoriser la concurrence; en 1996, les droits de douane applicables à un certain nombre de lignes tarifaires seraient supprimés, ce qui allait au-delà des engagements que la Slovaquie avait pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Une modification de la Loi sur les faillites était en préparation.

Le régime des investissements étrangers était généralement ouvert. Les investisseurs étrangers bénéficiaient du traitement national, aucune mesure concernant les investissements n'était incompatible avec l'Accord sur les MIC et il n'y avait pas de restrictions sur les paiements extérieurs courants relatifs aux investissements. Dans le secteur bancaire, tous les investissements, qu'ils soient d'origine nationale ou étrangère, étaient soumis à l'approbation de la Banque nationale pour des raisons prudentielles uniquement. La mise en place de l'infrastructure de télécommunication était une priorité du gouvernement et il était prévu d'augmenter sensiblement le nombre de téléphones par habitant; toutefois, le monopole existant en ce qui concernait la téléphonie vocale persisterait jusqu'en 2003.

Les accords commerciaux régionaux étaient d'une grande importance pour la Slovaquie. Ils étaient tous fondés sur les principes de l'article XXIV du GATT et étaient donc conformes aux obligations incombant à la Slovaquie dans le cadre de l'OMC.

Politique commerciale

Les participants se sont déclarés satisfaits de l'ouverture du régime commercial de la Slovaquie et l'ont félicitée d'avoir ratifié l'ensemble des résultats du Cycle d'Uruguay et d'être devenue Membre originel de l'OMC. Des questions ont été posées au sujet du processus d'élaboration de la politique commerciale, y compris les rôles joués par les groupes de consommateurs et le secteur privé.

Les participants ont souhaité obtenir des renseignements sur les modifications législatives requises pour mettre en oeuvre les Accords de l'OMC, surtout dans le domaine des ADPIC et des procédures douanières. Ils ont également voulu savoir dans quelle mesure la Slovaquie avait respecté les obligations en matière de notification qui lui incombait dans le cadre de l'OMC.

Si les droits de douane étaient faibles par rapport à ceux de beaucoup d'autres économies en transition et des pays développés, les participants considéraient par contre que leur progressivité pouvait avoir des effets préjudiciables sur la croissance et la diversification des exportations. Il a été noté que

A SUIVRE

la Slovaquie avait maintenu sa surtaxe à l'importation malgré de bons progrès économiques et une balance des paiements solide. Les participants ont insisté auprès de la Slovaquie pour qu'elle supprime la surtaxe conformément aux engagements qu'elle avait pris dans le cadre du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements. Les membres se sont interrogés sur le fondement de l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) aux produits importés et ont demandé aux autorités si, avec la nouvelle loi fiscale qui devait entrer en vigueur en 1996, la TVA serait calculée sur la base du prix, y compris le droit effectivement perçu, même pour les produits visés par des accords préférentiels. Pour les produits agricoles, les taux de droits applicables dans le cadre des contingents continueraient d'être fixés sur une base *ad valorem*, tandis que les droits hors contingents diminueraient, conformément aux engagements pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay; on a demandé aux autorités de confirmer la convergence des deux taux.

Certains participants ont noté que l'Accord sur l'Union douanière entre la République tchèque et la République slovaque ne prévoyait pas la libre circulation des marchandises en provenance des pays tiers et ont demandé si des changements étaient envisagés. Des éclaircissements ont été demandés au sujet des effets de la réduction des droits NPF sur les automobiles. Des questions ont également été posées sur les points suivants: le schéma SGP de la Slovaquie; son éventuelle adhésion à l'Union européenne; l'élaboration d'une législation sur les droits antidumping, les droits compensateurs et les sauvegardes et la nécessité d'éviter d'introduire un préjugé favorable au protectionnisme; le caractère automatique des licences d'importation; et les préférences en matière de marchés publics et l'intention de la Slovaquie d'accéder à l'accord plurilatéral.

Plusieurs participants ont constaté que les pouvoirs publics jouaient un rôle relativement plus actif dans l'agriculture que dans les autres secteurs. Des questions ont été posées au sujet des points suivants: le programme de subventions pour l'achat de semences et les autres subventions; le fonctionnement du Fonds slovaque de régulation des marchés; l'attribution des parts de contingents tarifaires aux importateurs; les prescriptions en matière de certification sanitaire pour les aliments et les boissons; et les contingents tarifaires préférentiels applicables aux importations de viande de volaille en provenance des Etats-Unis.

Les membres ont noté que le secteur des services avait largement contribué à l'excédent du compte des opérations courantes. On a demandé à la Slovaquie si elle envisageait d'éliminer bientôt ses six exemptions de l'obligation NPF au titre de l'AGCS; d'aucuns ont exprimé l'espoir que la clause de réciprocité pour les services financiers serait supprimée à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les banques.

En réponse, le représentant de la Slovaquie a indiqué que le commerce extérieur relevait du Ministère de l'économie qui élaborait la politique dans ce domaine. Une nouvelle législation sur les marques était en cours d'élaboration en vue d'assurer la pleine conformité avec l'Accord sur les ADPIC. Par ailleurs, une nouvelle loi douanière était en préparation ainsi qu'une législation concernant les droits antidumping, les droits compensateurs et les sauvegardes; tous ces textes seraient conformes aux Accords de l'OMC. Le gouvernement slovaque avait déjà présenté des notifications dans plusieurs domaines, notamment l'agriculture, les textiles et l'évaluation en douane, et procédait à l'élaboration de procédures qui lui permettraient de respecter les prescriptions en matière de notification prévues dans les autres Accords de l'OMC.

Le taux de droit moyen pondéré NPF applicable aux importations de produits industriels étant légèrement inférieur à 2 pour cent, le représentant ne pensait pas qu'il y avait une progressivité des droits. La Slovaquie avait l'intention de supprimer la surtaxe à l'importation au plus tard le 30 juin 1996 comme elle s'était engagée à le faire devant le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance

des paiements. En vertu de la nouvelle loi fiscale qui devait entrer en vigueur en 1996, la base servant à calculer la TVA sur les produits importés comprendrait le droit réel. La Slovaquie ne s'était pas engagée à réduire les taux de droits appliqués dans le cadre des contingents.

Le représentant a poursuivi en indiquant qu'actuellement la libre circulation des marchandises en provenance des pays tiers n'était pas envisagée dans l'Union douanière. La suppression unilatérale des droits sur certaines automobiles était une mesure temporaire prise pour des raisons liées à la protection de l'environnement. Le nouveau schéma SGP de la Slovaquie, en vigueur depuis le 1er janvier 1995, prévoyait que toutes les importations en provenance des pays les moins avancés bénéficiaient de droits nuls; la limite fixée à 2 millions de dollars EU pour les importations préférentielles en provenance de chaque pays en développement tenait compte de la situation économique de la Slovaquie. Le régime de licences d'importation était transparent et automatique et n'était en place qu'à des fins de surveillance. S'agissant des marchés publics, aucune distinction n'était faite entre les soumissionnaires nationaux et étrangers; la Slovaquie avait l'intention d'accéder à l'Accord sur les marchés publics en 1998. Des consultations auraient lieu avant que ne débutent les négociations en vue de l'adhésion à l'Union européenne, mais il était trop tôt pour fournir des renseignements concrets à ce sujet.

Le représentant a indiqué qu'aucun changement n'était envisagé dans le fonctionnement du Fonds slovaque de régulation des marchés qui avait été notifié à l'OMC. Le soutien de l'agriculture allait dans le sens des priorités nationales, parmi lesquelles figurait l'emploi pour la population rurale. Conformément aux engagements que la Slovaquie avait pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay en matière d'agriculture et notifiés, elle maintenait dans certains cas l'attribution de ses contingents tarifaires par pays. Elle avait établi, en application de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, un point d'information qui était en mesure de fournir tous les renseignements nécessaires au sujet des prescriptions et des procédures en matière de certification. Le contingent préférentiel relatif aux importations de viande de volaille en provenance des Etats-Unis découlait de négociations bilatérales qui s'étaient déroulées dans le cadre du Cycle d'Uruguay.

Le représentant a indiqué en conclusion que les exemptions de l'obligation NPF dans le domaine des services seraient supprimées conformément aux obligations découlant de l'AGCS. La nouvelle loi sur les banques ferait disparaître la clause de réciprocité dès son entrée en application qui était prévue pour 1996.

FIN